



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE BRETAGNE

GROUPE DE SUBDIVISIONS DU MORBIHAN

34, rue Jules Le Grand

56100 LORIENT

Téléphone : 02.97.84.19.20

Télécopie : 02.97.21.31.72

LORIENT, le 10 juin 2008

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Demande d'autorisation complétée déposée en mai 2007 par la société KERLYS.
Extension d'une conserverie de légumes sur la commune de LOCOAL-MENDON.

Référence : Transmission de Monsieur le Préfet en date du 26 novembre 2007.

P. Jointe : Un projet d'arrêté d'autorisation d'exploiter après extension.

Le présent rapport fait suite au dossier de demande d'autorisation déposé en Préfecture en novembre 2006, puis complété en mai 2007 et août 2007, par la société KERLYS, en vue de procéder à l'extension de son usine de production de conserves de légumes située à LOCOAL-MENDON et à l'augmentation de sa production.

I - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR -

I.1 - Demandeur

Société : KERLYS

Siège social : Kerlann 56550 LOCOAL-MENDON

Forme juridique : Société Anonyme au capital de 1 380 000 €

I.2 - Localisation

L'usine KERLYS est située au lieu-dit Kerlann – 56550 LOCOAL-MENDON, en bordure de la RD22 reliant Belz à Quiberon. Le projet d'extension est situé à proximité immédiate de l'unité existante.

L'environnement est à dominante rurale, en cultures agricoles ou zones boisées. Les habitations isolées et hameaux proches du site sont les suivants, dans un rayon de 350 mètres :

- hameau Les Ménèques : en limite de propriété Sud-Est, et au-delà, le lieu-dit Kervazo,
- maisons au lieu-dit Kernarbont : à 100 mètres à l'Est, et au-delà maisons au lieu-dit Maniguer,
- maison isolée au lieu-dit Kerlann : au Nord, de l'autre côté de la RD22, et au-delà lieu-dit Kervidon,
- groupe de maisons au lieu-dit Kerdrollo (Ty Baron) : au Nord-Est de l'autre côté de la RD22,
- maison isolée au lieu-dit Boderhan : à 370 mètres au Sud-Ouest.

I.3 - Nature des activités

La société KERLYS est actuellement autorisée, par arrêté préfectoral du 10 janvier 2002, à exploiter à LOCOAL-MENDON une unité de production de légumes en conserves, pour une capacité de production annuelle de 33 000 tonnes de légumes travaillés (poids net). La conserverie de légumes est implantée à Kerlann depuis 1976.

I.4 - Objet de la demande et classement

Le projet de la société KERLYS consiste en la construction de nouveaux bâtiments d'exploitation, qui s'accompagnerait d'une augmentation de production de 42 000 à 60 000 tonnes nettes annuelles de légumes réceptionnés, d'une extension du périmètre d'épandage des effluents bruts et déchets de légumes, et d'une augmentation du volume prélevé en eaux souterraines.

Les bâtiments à construire sont, d'une part, un bâtiment insonorisé destiné à abriter les têtes de ligne, qui seront déplacées, et d'autre part deux entrepôts de stockage.

Ce projet permettra de mettre les émissions sonores issues des activités de la société KERLYS en conformité avec les exigences réglementaires, ce qui n'est pas le cas actuellement : en particulier, les têtes de ligne à l'origine de non-conformités seront abritées dans un bâtiment insonorisé.

En saison estivale, l'usine fonctionne en 3x8, 7 jours par semaine. En basse saison, la production s'organise en 2x8 sur 5 ou 6 jours hebdomadaires.

L'usine est implantée sur un terrain de 11 hectares. Après extension, les surfaces imperméabilisées représenteront une surface de 65 049 m², dont 36 970 m² de bâtiments.

Les modifications induites au niveau du classement des activités dans la nomenclature des installations classées soumettent le projet au régime de l'autorisation prévu à l'article L.512-1 du Code de l'environnement. L'usine KERLYS de LOCOAL-MENDON, après extension et augmentation de production, sera classée au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	REGIME*	CAPACITE AUTORISEE
1510-1	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) (...). Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ .	A	Total maximum de 816 tonnes de matières combustibles dans des entrepôts de volume cumulé égal à 166 505 m³ .
2220-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale (...), la quantité de produits entrant étant supérieure à 10 tonnes/jour.	A	Quantité maximale de produits d'origine végétale entrant en fabrication en journée de pointe : 680 tonnes nettes réceptionnées. En moyenne sur l'année : 230 tonnes nettes réceptionnées par jour.
2920-1-a	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ bars, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 300 kW.	A	Salle des machines ammoniac : 2 compresseurs de puissances absorbées respectives 174 kW, 129 kW. 1 compresseur de secours de 174 kW. <i>Soit compresseurs en fonctionnement simultané de puissance absorbée totale maximale égale à 348 kW.</i>
2921-1a	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, l'installation n'étant pas du type «circuit primaire fermé» et la puissance thermique maximale évacuée étant supérieure ou égale à 2000 kW	A	♦ Circuit FMC – stérilisateur en continu 3 tours aéroréfrigérantes de puissances thermiques unitaires respectives 2 116 kW, 1 905 kW et 2 034 kW. ♦ Circuit Stériflow - autoclaves 2 tours aéroréfrigérantes de puissances thermiques unitaires respectives 2 441 kW et 3 255 kW. <i>Puissance thermique maximale totale 11 751 kW.</i>
1136-B-c	Emploi d'ammoniac , la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 tonnes.	D	1 salle des machines employant l'ammoniac comme fluide frigorigène. <i>La quantité totale d'ammoniac présente dans ces installations s'élèvera à 1 120 kg.</i>
1412-2b	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de) (...) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes.	D	1 réservoir aérien de 43,8 tonnes 1 réservoir aérien de 2,2 tonnes Stock de 70 bouteilles de 13 kg totalisant 0,91 tonnes <i>La quantité totale de gaz inflammables liquéfiés en réservoirs est de 47 tonnes.</i>
1413-2	Gaz inflammables liquéfiés (installations de remplissage ou de distribution de), alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	D	Alimentation des chariots élévateurs à partir de la cuve de 2,2 tonnes.
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés) représentant une quantité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	D	2 cuves de fioul lourd de 100 m ³ chacune. 1 cuve de fioul domestique de 5 m ³ . 20 fûts de 220 L d'huile de lubrification. <i>Soit un total de 15,2 m³ en capacité équivalente.</i>
1530-2	Dépôt de bois, papier, carton ou matières combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ .	D	<i>Total de 5 800 m³ de bois, papier, carton ou matières combustibles analogues.</i>
2910-A-2	Installations de combustion , la puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	D	- 2 chaudières fonctionnant au gaz propane présentant une puissance thermique cumulée de 19 078 kW; - 1 groupe électrogène de 613 kW. <i>La totalité des installations de combustion présentes dans l'usine atteint 19,7 MW.</i>

RUBRIQUE	INTITULE DE LA RUBRIQUE	REGIME*	CAPACITE AUTORISEE
2920-2-b	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions supérieures à 10^5 Pa, ne comprimant ni n'utilisant de fluides inflammables ou toxiques et développant une puissance absorbée supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW.	D	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Compression pour la production de froid au fréon 5 compresseurs de puissance absorbée unitaire 45 kW, ♦ Production d'air comprimé 6 compresseurs totalisant 254 kW <p><i>La totalité des installations de compression représentera une puissance absorbée de 300 kW.</i></p>
2921-2	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, l'installation étant du type «circuit primaire fermé».	D	<p>Salle des machines à l'ammoniac : 1 condenseur évaporatif.</p> <p>Circuit Stériflow : 1 tour aéro-réfrigérante.</p>
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	D	1 local de charge de batterie pour les véhicules de manutention comportant 5 postes de charge totalisant 59,4 kW de puissance maximale de courant continu.
2940-2-b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle enduit etc... sur support quelconque (...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure à 100 kg/j.	D	<p>Quantité maximale de colle utilisée pour le conditionnement des produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 kg/jour de colle de catégorie B soit une quantité équivalente à 35 kg/jour

1.5 - Inconvénients et moyens de prévention

1.5.1 - Eau

➤ Consommation et prélèvements d'eau

L'eau est utilisée majoritairement pour le lavage des légumes et le nettoyage des installations. Le reste est employé comme eau de process (blanchiment des légumes, jutage des boîtes), eaux domestiques, transfert hydraulique, fabrication de vapeur et eau de refroidissement.

Le site est alimenté en eau d'une part par le réseau d'adduction d'eau public, et d'autre part par trois forages de 200 mètres de profondeur propres au site. L'eau du réseau public provient du Loch (usine de Trearuy). Actuellement, la consommation est de l'ordre de 414 000 m³ par an (ratio de l'ordre de 9,5 m³/tonne nette réceptionnée). En se basant sur un ratio de consommation prévisible de 9 m³ par tonne nette réceptionnée, la consommation totale du site sera de l'ordre de 540 000 m³/an.

Des mesures permettant d'économiser l'eau ont été mises en place dans l'usine : mise en place de circuits de recyclage en tête de ligne, remplacement des chaudières, comptage par zone ou groupe de matériels. D'autres mesures sont à l'étude : optimisation du confinement des machines utilisant de la vapeur, systèmes de recirculation au niveau du blanchiment des légumes.

L'exploitation des forages est actuellement autorisée à hauteur de 250 000 m³ par an, et l'exploitant sollicite une augmentation des volumes prélevés à 330 000 m³ par an, sans modification sur les volumes limites journaliers et les niveaux piézométriques limites actuellement fixés.

- L'étude d'impact du prélèvement conclut que la réalimentation de la nappe est préservée et que le prélèvement en eaux souterraines profondes n'a pas d'impact sur les eaux superficielles.

Concernant les risques d'intrusion d'eaux salines du fait de la relative proximité du littoral et de la ria d'ETEL (3 à 4 km), l'étude d'impact souligne que le suivi de la conductivité effectué depuis la mise en route des forages n'a pas mis en évidence de variation indiquant une évolution de la teneur en sels des eaux captées.

Les prélèvements d'eau réalisés par la société KERLYS sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé le 4 juillet 1996.

➤ **Rejets d'eau**

Le site est équipé de trois réseaux de collecte distincts :

- un réseau d'eaux industrielles ;
- un réseau d'eaux domestiques ;
- un réseau d'eaux pluviales.

➤ **Eaux industrielles**

Les eaux industrielles sont essentiellement les eaux issues du lavage des légumes et des installations, ainsi que les eaux servant à la préparation des légumes (blanchiment, ...).

Après augmentation de production, les effluents représenteront un volume annuel de 420 500 m³ contenant au maximum 47,7 tonnes d'azote, 17,4 tonnes de phosphore (exprimé en P₂O₅) et 82,5 tonnes de potasse (exprimée en K₂O). Ils seront traités par épandage sur 818 hectares de terres agricoles épandables et seront acheminés au niveau des parcelles par un réseau enterré totalisant 14 km de long à l'heure actuelle. Une extension du réseau est prévue dans le cadre de l'augmentation de production. Les parcelles concernées sont situées sur les communes de Belz, LOCOAL-MENDON, ERDEVEN et PLOEMEL et touchent 21 exploitations agricoles. Elles sont situées hors zone d'excédent structurel (ZES) et hors zone d'action complémentaire (ZAC).

Une part des déchets de légumes est également épandue sur le périmètre d'épandage, pour une quantité annuelle de 15,1 tonnes d'azote, 3,7 tonnes de phosphore et 12,2 tonnes de potasse. L'étude préalable montre que l'équilibre de la fertilisation peut être respecté sur le périmètre, avec notamment des apports totaux (effluents et déchets de légumes de KERLYS + déjections animales) de l'ordre de 151 kg d'azote par hectare et de 64 kg de P₂O₅ par hectare.

Pour faire face aux périodes pendant lesquelles l'épandage n'est pas possible (périodes d'interdiction réglementaires ou d'excès hydrique), le site dispose d'une capacité de stockage globale de 15 000 m³, à laquelle s'ajoutera un bassin de 4 000 m³ pour accompagner l'augmentation de production.

Les épandages d'effluents sont tous réalisés par KERLYS, qui emploie 4 opérateurs à plein temps pour ces opérations, encadrés par un responsable de la gestion opérationnelle des épandages.

➤ **Eaux domestiques**

Les eaux usées domestiques suivent une filière d'épuration autonome : elles transitent par une fosse toutes eaux puis par un filtre à sable drainé. Les eaux traitées sont ensuite dirigées vers le bassin d'orage situé au Nord-Est du site.

➤ **Eaux pluviales**

Les eaux pluviales collectées sur les toitures et les surfaces étanches extérieures seront dirigées vers l'un ou l'autre des bassins d'orage de 1 000 m³ chacun, dont l'un à aménager, qui ont été dimensionnés pour recueillir les eaux pluviales du site. Les eaux collectées sur les voiries devront passer préalablement par un décanteur-déshuileur.

Les eaux de purge des chaudières et des circuits de refroidissement sont également dirigées vers le réseau d'eaux pluviales.

Les bassins d'orage déversent leurs eaux dans le fossé bordant la RD 22, qui rejoint plus en aval le ruisseau du Calavret puis l'étang de Saint-Jean et la ria d'Étel.

1.5.2 - Air - Odeurs

Les principales sources d'émissions dans l'air sont les suivantes :

- la fermentation des effluents et déchets de légumes, sources d'odeurs ;
- les chaudières ;
- les tours aéro-réfrigérantes associées aux circuits de refroidissement dans lesquels sont susceptibles de se développer des légionelles.

Les deux chaudières du site, totalisant 19,1 MW (régime de la déclaration au titre de la réglementation des installations classées), fonctionneront soit au gaz naturel, soit au fioul lourd TBTS (très basse teneur en soufre). Les cheminées seront rehaussées à 24 mètres, pour 16 mètres actuellement. Les installations et leur exploitation devront être conformes aux dispositions applicables, en particulier concernant les valeurs limites d'émission en poussières et en oxydes de soufre et d'azote.

Concernant les tours aéro-réfrigérantes, les installations et leur exploitation devront être conformes aux dispositions applicables afin de limiter la prolifération des légionelles : vidange et nettoyage périodiques des circuits, traitement de l'eau, analyses régulières.

Les émissions de mauvaises odeurs se développent principalement lorsque la matière organique entre en fermentation anaérobie, ce qui peut se produire en particulier :

- dans les fosses de relevage et les bassins de stockage des effluents avant épandage ;
- au niveau du stockage hivernal des déchets de légumes, principalement lors de leur déstockage en fin d'hiver puis de leur épandage (durée de l'ordre de 1 semaine).

Afin de limiter ces odeurs, la société KERLYS a pris les dispositions suivantes :

- aération des bassins de stockage des effluents ;
- en période estivale, épandage au plus tôt des déchets de légumes après leur production : stockage maximum de deux jours ;
- utilisation privilégiée de la rampe d'épandage pour les parcelles plus proches des habitations, au détriment du canon. Une deuxième rampe d'épandage va être achetée ;
- aspersion par un produit masquant lors du déstockage des légumes en fin d'hiver ;
- enfouissement rapide, dans les 24 heures, des déchets de légumes odorants après apport sur la parcelle.

En outre, les distances minimales réglementaires entre les terrains épandus et les habitations doivent être respectées.

1.5.3 - Bruit

Les émissions sonores de l'usine sont principalement liées au fonctionnement des têtes de ligne de traitement des légumes, ainsi dans une moindre mesure qu'aux salles des machines frigorifiques, à la manutention et à la chaufferie. Plusieurs hameaux sont situés dans un rayon de 350 mètres autour de l'usine et les habitations les plus proches sont situées en limite de propriété.

Suite à des plaintes du voisinage, différentes études de bruit menées en 2004 et 2005 par la société KERLYS ont abouti au constat de la non-conformité des émissions sonores par rapport aux valeurs limites imposées par l'arrêté ministériel du 25 janvier 1997, reprises à l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de KERLYS daté du 10 janvier 2002. Un arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2005 a donc imposé la mise en œuvre de différentes mesures de réduction de ces émissions : isolations, sensibilisation du personnel, ...

Ces mesures s'étant révélées insuffisantes, la production d'une étude technico-économique sur les solutions envisageables pour aboutir au respect des émissions sonores limites, accompagnée d'un échéancier de travaux, a été imposée à la société KERLYS par arrêté complémentaire en date du 3 mars 2006. Les non-conformités apparaissent en période nocturne, où l'émergence sonore (bruit supplémentaire induit par l'activité du site) peut atteindre 9 dB dans certaines zones à émergence réglementée, pour une limite réglementaire à 3 ou 4 dB selon le niveau sonore ambiant.

L'exploitant a alors précisé qu'il ne pouvait apporter des améliorations qu'en procédant à une réorganisation de ses activités, qui s'accompagnerait d'une augmentation de la capacité de production pour lui en apporter les capacités financières. Le dossier de demande d'autorisation d'extension et d'augmentation de production faisant l'objet du présent rapport intègre les dispositions envisagées pour respecter les émissions sonores fournies par la société KERLYS, pour valoir étude technico-économique, en particulier :

- déplacement des têtes de ligne dans un nouveau bâtiment à construire ;
- déplacement de la zone d'expédition ;
- déplacement de l'activité de réparation de palettes ;
- modification de la circulation des camions poids-lourds sur le site.

La société a fourni l'échéancier suivant pour la réalisation des différents aménagements concourant à la réduction des émissions sonores :

Aménagements / Travaux à réaliser	Echéance de mise en service
Bâtiment de production existant : aménagements pour la réduction du bruit côté chemin d'exploitation	Février 2008
Chaudière : aménagements pour la réduction du bruit	Mars 2008
Construction du nouveau bâtiment des têtes de ligne – tranche n°1, dont mur anti-bruit en limite de propriété Ouest	Octobre 2008
Déplacement de la ligne épinards	Février 2009
Déplacement du pont-bascule	Avril 2009
Déplacement de la ligne haricots verts	Avril 2009
Déplacement de la ligne racine	Mai 2009
Construction du nouveau bâtiment des têtes de ligne – tranche n°2	Avril 2011
Déplacement de la ligne pois	Mai 2011
Déplacement des quais d'expédition des produits finis	Mai 2010
Bâtiment de stockage des boîtes blanches – tranche n°1	Mai 2012
Bâtiment de stockage des boîtes blanches – tranche n°2	Mai 2013

Des modélisations des émissions sonores issues des activités ont été réalisées à différentes étapes de cet échéancier : fin 2008, mi-2009, mi-2011 puis mi-2013. Ces modélisations font apparaître une conformité totale par rapport aux émergences réglementaires pour la campagne d'été 2009.

Ces résultats sont conditionnés au respect de méthodes de mise en œuvre de l'isolation phonique du futur bâtiment des têtes de ligne.

1.5.4 - Transport

Le site est en bordure de la RD 22 reliant Belz à Auray. Cet axe voit passer de l'ordre de 5 200 véhicules en moyenne journalière annuelle.

Le trafic dû à l'activité du site représentera 8% du trafic de la RD22. Le projet induira une augmentation du trafic sur la RD22 de l'ordre de 1%.

1.5.5 - Déchets

Les déchets de légumes représentent 11 à 12% du tonnage net réceptionné, soit de l'ordre de 7 200 tonnes à terme. Environ la moitié de ces déchets est valorisée en alimentation animale, l'autre part est épandue sur des terres agricoles (*voir plus haut*).

Les autres déchets produits sur le site comprendront : les refus de dégrillage et de tamisage, les DIB (déchets industriels banals : ferrailles, bois, cartons, plastiques...) triés et en mélange, les refus de fabrication (boîtes de conserves non commercialisables), les huiles de vidange et les déchets dangereux en petites quantités : piles, néons, ...

Ces déchets seront éliminés ou valorisés suivant des filières autorisées.

1.5.6 – Utilisation rationnelle de l'énergie

Un diagnostic énergétique a été lancé en 2007 sur toute l'usine. Des installations de récupération d'énergie sont déjà mises en œuvre sur le site :

- utilisation de la chaleur des eaux de stérilisation pour le réchauffement des jus d'emboîtement et de l'eau des sanitaires ainsi que pour le chauffage des locaux sociaux et le séchage des boîtes de conserve ;
- utilisation de la chaleur des gaz en sortie de chaudière pour le préchauffage des eaux alimentant les chaudières.

1.5.7 – Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles

Après l'augmentation de production prévue, la société KERLYS sera visée par la directive européenne 2008/1/CE, dite IPPC, relative à la prévention et à la réduction intégrées des pollutions, qui met un accent particulier sur la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) dans les industries. Ces MTD sont décrites dans des documents de référence appelés BREF, établis au niveau européen, avec lesquels l'exploitation des établissements visés par la directive IPPC doit être en cohérence.

Le dossier soumis par la société KERLYS intègre la description des meilleures techniques disponibles dans le secteur agro-alimentaire, et mentionne en comparaison les dispositions en place ou prévues au sein de l'usine.

Globalement, le dossier conclut à une bonne application des meilleures techniques disponibles au sein de l'usine. Quelques écarts sont toutefois identifiés, en particulier sur les MTD suivantes : transfert à sec des matières solides (actuellement, utilisation du transfert hydraulique à certains postes), minimisation des temps de stockage des matières périssables (stockage hivernal des déchets de légumes), mesures d'optimisation du circuit d'air comprimé.

1.6 - Risques et moyens de prévention

Les risques principaux présentés par le site concernent :

- la fuite d'effluents bruts au niveau du réseau enterré d'épandage ;
- l'incendie.

Afin de prévenir les fuites d'effluents au niveau du réseau d'épandage, la société KERLYS a mis en place une station de pompage semi-automatisée qui comprend des sécurités de fonctionnement, en particulier : contrôle de la pression et du débit dans le réseau, contrôle du temps de remplissage du réseau, dispositif anti-coup de béliet pour éviter la casse de matériel.

Concernant l'incendie, la modélisation des différents scénarios retenus conclut à l'absence d'effets létaux en-dehors des limites du site. Les effets significatifs pour la santé des personnes débordent de quelques mètres les limites du site mais n'atteignent pas les limites de propriété des tiers les plus proches.

Le dossier prévoit les mesures de prévention contre l'incendie habituelles : matériaux de structures adaptées, séparation des zones à risques par des murs coupe-feu, précautions et consignes lors de travaux par points chauds, vérification périodique installations électriques et équipements, détection, chaîne d'alerte.

En ce qui concerne la protection contre l'incendie, les moyens suivants sont disponibles :

- extincteurs,
- robinets d'incendie armés,
- réserve incendie de 400 m³,
- 2 poteaux d'incendie ;
- lagune de stockage des effluents, dans laquelle seront maintenus en permanence 600 m³.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie pourront être confinées d'une part dans les deux bassins de rétention des eaux pluviales du site, qui seront équipés de vannes pour suspendre tout rejet, et d'autre part dans les bassins de stockage des effluents.

II - LA CONSULTATION ET L'ENQUÊTE PUBLIQUE

II.1 - Avis des services

Direction Départementale de l'Équipement – Avis du 22 octobre 2007 puis du 25 février 2008

La DDE a émis un avis défavorable en date du 22 octobre 2007, au motif que le projet ne respectait pas le POS du 9 décembre 1983 encore en vigueur :

- au niveau d'une partie de la parcelle n°13, occupation de la zone NDa par des espaces de voirie et de stockage, non autorisés ;
- Non-respect de la marge de recul de 75 mètres par rapport à la route départementale RD22.

En réponse, l'exploitant a fourni de nouveaux éléments à la DDE, et notamment les plans légèrement modifiés de son projet afin de respecter le règlement de la zone NDa.

La DDE a alors émis un avis favorable en date du 25 février 2008.

Service Départemental d'Incendie et de Secours – Avis du 15 octobre 2007

Le SDIS a émis un avis favorable, sous réserve de la mise en application des préconisations suivantes :

- respect de dispositions du Code du Travail relatives à la protection contre les risques incendie (non développées ici) ;
- présence effective des moyens en eau décrits dans le dossier de demande d'autorisation ; nécessité de s'assurer du débit simultané des deux poteaux incendie à 80 m³/h chacun ; création d'une aire d'aspiration conforme (4m x 8m) avec un poteau incendie ou une borne incendie au droit de la lagune assurant le complément en eau ;
- respect des dispositions constructives décrites dans le dossier.

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

La DDAF a émis un avis favorable. Elle souligne notamment que la surface d'épandage permet un apport à l'hectare compatible avec la fertilisation équilibrée, sous réserve d'une bonne information des agriculteurs receveurs.

Direction Départementale du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle – Avis du 19 septembre 2007

La DDTEFP a émis un avis très réservé sur le dossier, aux motifs suivants :

- défaut de consultation du CHSCT, prévue à l'article R.512-24 du Code de l'Environnement ;
- autres motifs relevant strictement du Code du Travail : diagnostic amiante incomplet, prévention des accidents du travail, conformité des équipements de travail.

Sur le premier point, l'exploitant a fourni l'avis du CHSCT (voir plus bas).

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales – Avis du 2 octobre 2007 puis du 16 novembre 2007

La DDASS a émis un avis défavorable en date du 2 octobre 2007 basé sur les éléments suivants :

- absence de prise en compte des produits utilisés pour le collage des étiquettes dans l'évaluation des risques sanitaires – composition et fiches de données de sécurité non fournies ;
- pas de prise en compte de la vapeur d'eau recondensée pour l'évaluation des risques sanitaires présentés par le panache des tours aéro-réfrigérantes (légionelles) ;
- pas de prise en compte des tonalités marquées dans les simulations des émissions sonores ;
- implantation de la lagune et du bassin incendie incompatibles avec le POS.

L'exploitant a fourni des compléments à son dossier afin de répondre aux observations de la DDASS, on peut noter en particulier :

- justification de l'absence de risques sanitaires liés à l'utilisation de colles ;
- explication de la distinction faite pour l'estimation du risque légionelles entre la vapeur d'eau recondensée dans le panache (absence de risque) et les gouttelettes d'eau passant à travers les dévésiculeurs (présence du risque) ;
- les simulations sonores n'avaient pour objet que de justifier la conformité à terme des émergences sonores actuellement non respectées. La présence de tonalités marquées sera recherchée lorsque les extensions seront réalisées ;
- justification de la compatibilité des installations en place avec le POS.

Au vu de ces éléments, la DDASS a émis un avis favorable en date du 16 novembre 2007, sous réserve de la réalisation effective des mesures correctrices relatives à la prévention des nuisances sonores et du risque légionelles.

Direction Régionale des Affaires Culturelles – Avis du 18 janvier 2007

La DRAC précise qu'en l'absence de tout indice de site archéologique dans l'aire d'étude, et au vu de l'emprise des travaux envisagés, un diagnostic archéologique préalable ne s'impose pas.

II.2 - Avis des conseils municipaux

Conseil municipal de LOCOAL-MENDON (29 octobre 2007)

Le conseil municipal de LOCOAL-MENDON a émis un avis favorable lors de sa séance du 29 octobre 2007, par 11 voix contre 6. L'avis est assorti des réserves suivantes :

- a) *«La liste des parcelles destinées à réceptionner les déchets devra être précisée ainsi que les quantités qui y sont épandues. Les plans d'épandage doivent être connus de tous afin d'éviter des épandages virtuels ou ingérables de par leur inaptitude ;*
- b) *Etablir une cartographie précise du réseau des canalisations d'irrigation actuelles et du réseau projeté afin d'identifier les parcelles pouvant bénéficier de l'épandage des effluents ;*
- c) *L'entreprise doit prévoir une analyse biologique de la nappe phréatique et des ruisseaux permettant de mesurer la situation initiale et son évolution ;*
- d) *Pour les forages, une étude devra être réalisée sur la circulation des flux d'eau ;*
- e) *Respecter les prescriptions réglementaires des normes sur le bruit. Constat à faire avec précision après implantation du bâtiment (têtes de ligne) ;*
- f) *Prendre toutes les mesures pour éviter le transfert des effluents liquides ou solides vers les fossés et les ruisseaux ;*
- g) *Favoriser le recyclage des déchets frais (notamment pour l'alimentation animale) ;*
- h) *Utiliser des procédés complémentaires de filtrage pour alléger les effluents liquides de leur matière organique ;*
- i) *Faire respecter les distances d'épandage par rapport aux habitations et utiliser tout système possible de désodorisation afin d'éviter toute nuisance olfactive ;*
- j) *Faire respecter, par les services préfectoraux, la réglementation et les normes en vigueur ;*
- k) *Créer une station d'épuration. »*

Il demande à ce que les prescriptions imposées soient suivies dès la mise en service de l'extension.

Conseil municipal de BELZ (16 novembre 2007 – hors délai)

Avis favorable à l'unanimité, assorti des réserves a) à e) puis i) à k) décrites ci-dessus, à laquelle s'ajoute la réserve suivante :

« I) Faire réaliser une analyse qualitative et quantitative des nappes souterraines pour apporter des réponses à l'assèchement des nappes. »

Conseil municipal de ERDEVEN (26 octobre 2007)

Ne s'oppose pas au projet de KERLYS, sous réserve du respect de la réglementation des installations classées et des prescriptions imposées.

Conseil municipal de PLOEMEL (18 octobre 2007)

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- décide de ne pas émettre d'avis favorable ni défavorable au projet car il présente des avancées certaines dans un contexte où l'importance socio-économique de cette société est indéniable ;
- demande qu'une étude de faisabilité d'une filière station d'épuration soit intégrée au dossier de développement de l'usine à échéance 2012, dans la perspective d'une évolution restrictive des normes environnementales ;
- demande à ce que les épandages ne soient pas effectués les week-ends et respectent la distance de 100 mètres des habitations, prévue légalement.

II.3 – Avis du CHSCT

Le CHSCT a donné un avis favorable au projet lors de sa réunion du 12 décembre 2007.

II.4 - Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 17 septembre au 17 octobre 2007 inclus.

Elle a notamment donné lieu à :

- 42 interventions inscrites au registre d'enquête ;
- 65 courriers, dont trois émanant de deux associations : PERSSE et Eau & Rivières de Bretagne.

Sept de ces interventions sont favorables au projet, les autres sont soit défavorables, soit elles demandent la mise en place d'une station d'épuration et le respect de distances minimales d'épandage des produits odorants.

Les observations recueillies concernent les points suivants :

II.4.1 – Odeurs

De nombreuses observations concernent les nuisances olfactives subies ou redoutées lors des épandages, ainsi que les odeurs issues du site lui-même. Les éléments suivants font en particulier l'objet de préoccupations :

- respect des distances entre les terres épandues et les habitations, en particulier pour ce qui concerne les effluents ou déchets odorants pour lesquels cette distance minimale réglementaire est portée de 50 à 100 mètres ;
- les périodes les plus critiques se situeraient en été et lors du déstockage en avril des déchets de légumes accumulés durant l'hiver (odeurs au niveau de la plate-forme de stockage ainsi que des terres épandues) ;
- utilisation de la rampe d'épandage à privilégier, au détriment du canon qui produit plus d'embruns et diffuse les odeurs ;
- enfouissement rapide nécessaire pour les déchets odorants.

II.4.2 – Bruit

L'extension prévue suscite des inquiétudes du fait des nuisances dues au bruit de l'usine, en particulier de nuit. Les sources de bruit suivantes sont mises en avant :

- têtes de ligne ;
- circulation des engins ;
- klaxon et haut-parleurs ;
- dalle de réception des matières premières à l'air libre ;
- plate-forme de stockage des déchets ;
- pompes des lagunes ;

Des mesures de réduction du bruit supplémentaires à celles prévues dans le dossier sont demandées :

- transfert dans un bâtiment fermé de la dalle de réception des matières premières et de la plate-forme de stockage des déchets ;
- isolation des pompes de la lagune ;
- réalisation d'un mur anti-bruit au Nord de l'usine.

Certains riverains doutent de la mise en conformité annoncée dans le dossier concernant les normes d'émissions sonores, contestent la régularité des mesures de bruit réalisées jusque là et n'acceptent pas que la mise en conformité soit conditionnée par l'augmentation de production : ils considèrent que la mise en conformité doit être préalable à toute autorisation d'augmentation de production.

II.4.3 – Epanchages

Les épanchages font l'objet soit d'une remise en cause en tant que filière de traitement des effluents, soit d'observations sur les conditions dans lesquelles ils sont réalisés. Les problématiques suivantes sont soulevées, en plus des nuisances olfactives développées plus haut :

- préférence pour une station d'épuration, avant épanchage ou rejet des effluents traités au milieu ;
- propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre d'épanchage : certains sont hostiles à l'épanchage sur les terres qu'ils louent à des exploitants agricoles, et considèrent qu'il faudrait une autorisation des propriétaires pour tout épanchage d'effluents. Ils s'opposent au passage sur leurs terres d'une canalisation de l'extension du réseau enterré d'épanchage. D'autres souhaiteraient être consultés et informés, à travers un comité de suivi et un rapport annuel de suivi agronomique. Enfin, est posée la question de l'indemnisation des propriétaires en cas de dévalorisation des terres victimes d'une pollution ;
- nuisances sonores et problèmes de sécurité liés au trafic des engins vers les parcelles ;
- crainte de ruissellement des effluents vers les ruisseaux et les eaux de puits ;
- formation d'embruns en cas de vent, avec dépôts sur les habitations ;
- dévalorisation du patrimoine et gêne pour les touristes ;
- présence de produits dangereux dans les effluents, il est fait référence à des « eaux noires, chargées de chlore, de soude et de métaux lourds » ;
- interrogation sur la coordination entre les différents plans d'épanchage intervenant sur un même territoire ;
- problématique des épanchages en période hivernale et en période pluvieuse, où les sols sont déjà chargés en eau, et sur la capacité de stockage des effluents pour faire face aux périodes où l'épanchage n'est pas possible ;
- répartition des effluents et des déchets entre les différentes parcelles du plan d'épanchage ;
- morcelage des parcelles ;
- interrogations sur l'extension du réseau enterré et sur la surface épanachable desservie – c'est-à-dire préoccupation sur la bonne répartition de la charge fertilisante sur l'ensemble du périmètre ;
- lessivage des terres en cas d'irrigation excessive ;
- inefficacité des agents masquant les odeurs (pas de rémanence) ;
- quel contrôle des épanchages ;
- accès du public aux bilans agronomiques et aux modifications ultérieures du plan d'épanchage ;
- respect des jours d'interdiction réglementaires issus du programme d'action départemental de lutte contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole.

Certaines interventions rappellent les caractéristiques de certaines parcelles en particulier, qu'on ne détaille pas ici : parcelles en pente, présence de zones humides, mares, ruisseaux, fontaines, lignes électriques moyenne tension, constructibilité,...

Il est également fait référence à des dysfonctionnements réels ou supposés ayant pu se produire par le passé : dépôt prolongé de déchets de légumes en bout de champ, ruissellement vers le réseau hydrographique, épanchage sur chaumes de maïs...

Enfin, quelques intervenants regrettent que les eaux de la conserverie ne soient pas recyclées après épuration, soit au sein de l'usine soit en partie au moins pour l'arrosage du golf de Saint-Laurent.

II.4.4 – Trafic

Certains riverains soulignent le trafic important généré par l'activité de KERLYS, comportant des tracteurs et leurs remorques, les dangers que cela représente pour la circulation routière, ainsi que le problème d'adéquation avec l'infrastructure routière. Le trafic lié à l'activité de l'usine à terme serait sous-estimé au vu de l'augmentation de capacité de production journalière.

II.4.5 – Impact sur les eaux souterraines

Certains riverains imputent l'assèchement de leur puits privé aux prélèvements effectués par les forages de KERLYS. Ils demandent une étude sur ce sujet préalablement à l'autorisation, voire une indemnisation.

Les risques d'intrusion saline sont également évoqués, ainsi que l'impact quantitatif sur la nappe d'eau souterraine, au vu des consommations d'eau élevées.

II.4.6 – Emissions lumineuses

L'éclairage des parkings et aires extérieures de travail peut être jugé excessif et gênant.

II.4.7 – Divers

Des observations sont formulées plus ponctuellement voire isolément sur les sujets suivants :

- destruction de parcelles boisées et insuffisance des plantations, boisement compensatoire tardif (2010) ;
- gêne pour l'activité touristique ;
- dévaluation du patrimoine immobilier ;
- site inadapté (rural avec proximité de hameaux) ;
- inquiétudes sur les impacts sanitaires : utilisation du fuel lourd, développement de légionelles, bruit, circulation, micro-organismes pathogènes dans les effluents épandus ;
- invalidité de l'enquête publique et de l'étude d'impact du fait des éléments fournis en cours de procédure (notamment impact sur les puits du voisinage).

II.4.8 – Intervention de l'association Eau & Rivières de Bretagne

L'association Eau & Rivières de Bretagne rappelle la qualité écologique du bassin versant de la ria d'ETEL et la nécessité de préserver la qualité de ses eaux.

Elle émet des observations sur les deux problématiques suivantes : les prélèvements d'eaux souterraines et les épandages.

Concernant les prélèvements en eaux souterraines, l'association pointe les risques d'intrusion d'eaux salines liés à la proximité du littoral. Elle demande la mise en place d'une étude sur la circulation des flux d'eau douce, la datation des eaux souterraines, le suivi chimique et biologique, et la caractérisation géophysique, soit la mise en place d'outils de gestion de la ressource en eaux souterraines.

Concernant l'épandage, elle attire l'attention sur les incidents qui se sont déjà produits lors d'épandages d'effluents de la société KERLYS. Elle fait en outre les observations suivantes :

- adéquation entre la surface et les flux à épandre ;
- insuffisance de la capacité de stockage des effluents, évaluée à 15 jours, pour faire face aux impossibilités d'épandre en période de pluie ;
- parcellaire d'épandage inadapté : parcelles trop éloignées, trop petites, trop morcelées ;
- certaines terres du périmètre ne sont pas exploitées ;
- absence de prise en compte de l'azote minéral dans le bilan de fertilisation ;
- insuffisance du réseau enterré entraînant une charge plus importante sur les parcelles desservies ;
- pas de liste des parcelles destinées à réceptionner des déchets de légumes ;
- pas de calendrier prévisionnel semaine par semaine, tenu à la disposition des riverains ;
- manque un plan du réseau d'irrigation actuel et projeté, pour pouvoir identifier la partie du plan accessible aux effluents ;
- analyse biologique des ruisseaux à prévoir, permettant de mesurer la situation initiale et son évolution.

Eaux & Rivières de Bretagne considère que l'étude d'impact a des lacunes :

- pas d'analyse de la qualité des eaux des cours d'eau concernés par les épandages, ni des eaux souterraines ;
- pas d'état biologique initial des ruisseaux et des ZNIEFF en aval du projet ;
- aucune allusion à la rivière de CRAC'H et au littoral d'ERDEVEN concernés par une partie du plan d'épandage ;
- pas de calendrier précis d'épandage tenant compte des interdictions réglementaires, de l'occupation des terres par les cultures, des surfaces desservies par le réseau et de la pluviométrie – ne reprend que le calendrier départemental.

Enfin, l'association considère que l'usine devrait se doter d'un système épuratoire avec rejet au milieu et normes de qualité des rejets adaptées au milieu récepteur.

II.4.9 – Intervention de l'association PERSSE

PERSSE = Protection de l'Environnement des Riverains du Site de Kerlann et du Système d'Épandage associé.

Une partie de l'intervention de l'association PERSSE concerne la régularité des conditions actuelles d'exploitation par rapport à l'arrêté d'autorisation du 10 janvier 2002, en particulier concernant le volume de production et le volume d'eau prélevé annuellement en eaux souterraines. Elle demande l'attente de la décision du tribunal administratif sur le contentieux en cours relatif à la régularité de l'arrêté d'autorisation du 10 janvier 2002, avant toute extension.

Elle considère que le dossier de demande d'autorisation déposé par KERLYS est irrecevable dans la mesure où la mise en conformité des émissions sonores aurait dû intervenir plus tôt, et que la contrepartie de cette mise en conformité – extension et augmentation de production – n'est pas acceptable. En outre, le dossier ne permet pas d'évaluer l'augmentation de production sollicitée.

Sur le projet lui-même, l'association PERSSE considère que le problème du bruit ne sera pas résolu, et qu'il sera même aggravé par l'extension :

- augmentation forte de la capacité journalière : multiplication par 3 du trafic ;
- le projet ne tient pas compte du souhait de l'association de confiner tout le matériel fonctionnant à l'extérieur, y compris le déchargement des camions ;
- le problème de bruit sera déplacé vers l'Ouest et le Nord, sans respect des émergences ;
- l'isolation des pompes de la lagune n'est pas prévue.

Les observations portent également sur les sujets suivants :

- atteintes au paysage : éclairage intensif, nouvelles constructions, rehaussement des cheminées, déboisements, insuffisance des plantations autour de l'usine, zone industrielle qui n'a pas sa place dans ce site ;
- dépassement des prélèvements autorisés en eau de forage, assèchement des puits et rareté de la ressource ;
- épandages : pas de précisions sur le tracé du réseau enterré ;
- irrégularité de l'étude d'impact qui n'évoque pas le bassin de la rivière de CRAC'H ni le rivage de l'océan ;
- nuisances sonores sur site et sur route ;
- déchets : développement d'odeurs, présence de rats et de mouches. Demande de mettre le stockage en local fermé et de maîtriser les odeurs ;
- risque légionellose sous-estimé ;
- trafic sous-estimé dans l'étude d'impact : la RD22, la RD16 et le carrefour de maison rouge seraient inadaptés pour recevoir un tel trafic.

II.5 – Clôture de l'enquête publique

Au vu des observations émises lors de l'enquête publique et de ses propres constats, le commissaire-enquêteur a souhaité obtenir des compléments d'information de la part de l'exploitant sur les principaux points suivants :

Bruit : précisions sur le calendrier de mise aux normes, le mur anti-bruit, les mesures déjà mises en place, l'isolation des pompes de la lagune ;

Chiffres de production de déchets de légumes : précisions sur les modes de calcul ;

Gestion des déchets de légumes : possibilité d'une mise à l'abri du stockage, et d'une filière alternative de traitement ;

Trafic : demande d'explications sur l'évaluation de l'augmentation du trafic menée par KERLYS ;

Eclairage : quelle atténuation possible pour diminuer la gêne des riverains ?

Eaux souterraines et assèchement des puits : attente de l'étude complémentaire proposée par l'exploitant et avis sur les risques d'intrusion saline ;

Épandage : dispositions envisagées vis-à-vis des propriétaires hostiles à l'épandage sur leurs parcelles, précisions sur le réseau enterré desservant les parcelles (surface desservie à terme, difficultés liées à l'opposition de certains propriétaires), dispositions envisagées pour atténuer les nuisances olfactives ;

Filière d'épuration : position de KERLYS sur la possibilité d'une station d'épuration ;

Etude d'impact : analyse de l'exploitant sur l'avis de l'association Eau & Rivières de Bretagne qui la considère insuffisante.

II.6 - Mémoire en réponse du demandeur

La société KERLYS a répondu aux interrogations du commissaire-enquêteur et du public dans son mémoire en réponse. On peut reprendre ici les éléments suivants :

Bruit

Rappel des dispositions déjà prises et du planning de mise en conformité intégré au dossier.

Isolation phonique des pompes : elle n'aurait aucun impact dans les zones à émergence réglementée et le respect des niveaux limites de bruit en limite de propriété est assuré en l'absence d'isolation.

Traitement des déchets de légumes

La mise à l'abri des déchets de légumes serait sans effet sur le développement de la fermentation : les déchets sont riches en eau.

Le compostage de ces déchets nécessiterait l'apport de quantités importantes de déchets ligneux et il est également source d'odeurs.

La société KERLYS propose l'utilisation de produits neutralisant les odeurs en cas de manipulation des déchets de légumes, un enfouissement rapide après épandage et un arrêt de la manipulation des tas après 14h le vendredi lors du déstockage au mois d'avril.

Trafic

Rectification des prévisions de trafic pour tenir compte de l'enlèvement des déchets, qui a été oublié, et fournir les données en journée de pointe (les données du dossier sont basées sur la moyenne du trafic entre juin et octobre, période de pointe d'activité, soit un volume journalier de 530 tonnes nettes réceptionnées).

Emissions lumineuses

La société précise que le code du travail l'oblige à un éclairage des voies de circulation et des zones de travail. L'intégration des têtes de ligne dans un bâtiment, prévue par le dossier, ainsi que la construction du nouvel entrepôt de stockage des boîtes blanches, diminueront les émissions lumineuses pour les tiers.

De plus, elle annonce une cartographie des niveaux d'éclairement pour fin 2007, avec comme actions prévues en fonction des résultats une adaptation des intensités lumineuses et une canalisation du flux lumineux pour en diminuer la perception par les riverains.

Risques d'intrusion d'eau saline

L'exploitant rappelle que l'eau captée ne constitue pas une nappe à proprement parler, mais qu'elle est en circulation dans des fractures de la roche. Il indique qu'il effectue un suivi régulier des paramètres lui permettant de s'assurer de l'absence d'intrusion d'eau salée : chlorures, conductivité.

Assèchement des puits voisins

L'exploitant confirme la réalisation à venir d'une étude hydrogéologique complémentaire pour évaluer l'impact du forage sur les puits du voisinage non recensés à la banque du sous-sol.

Propriétaires des parcelles d'épandage

L'exploitant rappelle que les rapports entre les propriétaires et les exploitants sont définis par les articles L.411-27 du code rural et 1766 et 1767 du code civil.

Il précise que pour ce qui concerne le mode de fertilisation choisi par l'exploitant, l'accord du propriétaire n'est nullement requis. En revanche, son accord est requis pour le passage de canalisations d'épandage, et une convention de passage doit être signée entre les propriétaires et la société.

Réseau enterré d'épandage

La surface apte à l'épandage desservie par le réseau d'épandage était de 323 ha au 1^{er} octobre 2007. L'exploitant confirme qu'une extension du réseau est prévue pour tenir compte de l'augmentation des volumes à épandre. Cette extension sera réalisée en accord avec les propriétaires concernés. En cas de difficulté pour obtenir les conventions de passage sur une zone donnée, et pour obtenir une surface suffisante pour l'épandage des effluents, ceux-ci pourront être acheminés par tuyaux souples.

En tout état de cause, les épandages seront conduits dans le respect des besoins agronomiques, sans excès de fertilisation.

Odeurs

L'exploitant précise que les dysfonctionnements signalés sont pour leur grande majorité anciens et relèvent de problèmes solutionnés depuis. En particulier, l'enfouissement des déchets est systématiquement effectué dans les 24 heures au plus tard. Il rappelle les investissements effectués pour la réduction des nuisances olfactives :

- aération de la lagune de stockage ;
- achat d'une rampe d'épandage qui supprime la formation d'embruns et donc l'aéro-dispersion. Son utilisation est privilégiée sur les parcelles proches des habitations. Une deuxième rampe sera achetée en 2008 ;
- les déchets solides sont épandus en frais pendant la campagne d'été ;
- utilisation de produits masquants pendant le transport de déchets odorants.

Il annonce la mise en place d'un numéro d'appel permanent pour enregistrer et traiter les plaintes au plus tôt. Le suivi des appels enregistrés sera communiqué à l'inspection des installations classées et aux communes concernées.

Justification du choix de l'épandage

L'exploitant justifie la technique de l'épandage utilisée pour le traitement des effluents :

D'une part,

- cette technique favorise le recyclage des éléments contenus dans les effluents ;
- elle permet de fertiliser les cultures de façon équilibrée, diminuant d'autant le recours aux engrais minéraux ;
- elle permet une irrigation estivale des cultures ;
- elle est peu consommatrice d'énergie.

D'autre part, le choix de la filière de traitement a fait l'objet d'une étude comparative jointe au dossier de demande d'autorisation. L'exploitant n'a pas retenu la filière de station d'épuration pour les raisons suivantes :

- variabilité des flux hydrauliques et organiques mal adaptés à un traitement par boues actives ;
- enrichissement nécessaire des effluents en azote et phosphore à certaines périodes de l'année (carences pour le traitement biologique) ;
- absence de milieu récepteur à proximité capable d'accepter les flux engendrés ;
- nécessité d'épandre les boues produites, avec une surface d'épandage équivalente ;
- absence de traitement de la potasse.

Suffisance de l'étude d'impact

L'exploitant estime que l'épandage n'ayant pas d'impact sur la qualité des eaux superficielles, la qualité des cours d'eau à proximité des parcelles d'épandage ne nécessite pas de développement particulier (notamment la rivière de CRAC'H).

Concernant les eaux souterraines, l'étude préalable aux épandages permet de sélectionner les parcelles adaptées permettant l'utilisation des éléments fertilisants apportés.

Micro-organismes pathogènes

Les eaux vannes sont traitées séparément et ne sont pas épandues.

II.7 - Conclusions du commissaire-enquêteur (21 novembre 2007)

Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable au projet de la société KERLYS à LOCOAL-MENDON, sous réserve :

- que les différentes étapes d'aménagement du site industriel soient contrôlées au fur et à mesure de l'avancement des travaux, afin de s'assurer que les données de la simulation des émergences sonores prévisionnelles figurant au dossier soumis à l'enquête publique sont conformes aux échéances 2008/2009 et 2010/2011 ;
- que l'extension envisagée du réseau enterré pour augmenter les surfaces irrigables, qui seraient de 323 ha actuellement, permette le recyclage des 47 700 kg d'azote contenus dans les effluents à l'horizon 2010, avec un ratio inférieur à 130 kg/ha ;
- que l'étude complémentaire concernant l'incidence éventuelle des pompages sur l'assèchement des puits des riverains ne mette pas en cause les forages de l'usine.

Il a également émis les recommandations suivantes :

- procéder au rabaissment de la hauteur de l'éclairage des lampadaires sur le parking du personnel qui gêne les riverains des Ménéques ;
- limiter la vitesse à 70km/h sur la portion de RD22 comprise entre Ty Baron et Le Mane Guen, et dans le sens AURAY-BELZ, annoncer la « sortie d'usine » par un panneau « Autre danger » ;
- mettre en place la procédure de réception des plaintes suggérée par l'industriel, par une annonce dans la presse et une information diffusée aux mairies des communes concernées par le plan d'épandage ;
- corriger les surfaces épandables mises à disposition par M. LE CRENN de LOCQUeltas pour ne retenir que les parcelles réellement exploitées ;
- faire une étude, avant le début de la campagne 2008, pour réduire significativement les nuisances olfactives liées au temps de séjour des effluents dans les canalisations, lors des démarrages de l'aspersion ;
- l'arrêté d'autorisation devra préciser que la distance minimale à respecter pour l'épandage des effluents ou produits odorants connus, est de 100 mètres par rapport aux lieux habités ;
- augmenter la capacité de stockage des effluents de 4 000 m³ comme envisagé au dossier ;
- envisager, au minimum, une couverture (même temporaire pour la saison hivernale) voire un confinement de l'aire de stockage des déchets de légumes d'hiver.

II.8 – Eléments apportés par le pétitionnaire en cours de procédure

Etude hydrogéologique complémentaire

Conformément à son engagement pris au cours de la procédure, la société KERLYS a fait réaliser une étude hydrogéologique complémentaire pour déterminer la liaison éventuelle entre les forages de l'usine et les problèmes d'assèchement de puits privés évoqués par certains riverains lors de l'enquête publique.

Dans le cadre de l'étude, il a été procédé à une enquête sur la présence de puits dans le voisinage, puis à l'équipement de trois de ces puits par des sondes de niveau pour le suivi sur 19 jours.

L'étude met en évidence les éléments suivants :

- dans un même secteur géographique, certains riverains déclarent avoir constaté un impact des prélèvements de la société KERLYS sur leur puits, voire un assèchement, d'autres indiquent ne pas avoir constaté d'impact ;
- l'étude n'exclut pas une influence des pompages de KERLYS sur deux des puits instrumentés, sans pouvoir quantifier l'impact.

Modification du périmètre d'épandage

En cours de procédure, 7,6 ha épandables ont été retirés du plan à la demande d'un agriculteur. 11 ha supplémentaires ont été intégrés au périmètre d'épandage, sur les communes de BELZ, PLOEMEL et LOCOAL-MENDON (agriculteurs déjà au plan d'épandage).

Modification du plan de l'usine

Les plans ont été légèrement modifiés pour tenir compte de l'interdiction de tout bâtiment ou voirie en zone NDa du POS, en partie Nord-Ouest du site.

Cartographie des niveaux d'éclairement

La cartographie des niveaux d'éclairement conclut à des éclairages insuffisants dans certains secteurs, au regard des dispositions du Code du Travail.

III - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES -

Les enjeux à prendre en considération sont essentiellement le bruit, les odeurs, les conditions de traitement des effluents produits par l'usine et la maîtrise des consommations en eau.

Les observations émises par les services consultés ont été prises en compte par l'exploitant, pour ce qui relève du cadre de la procédure relative aux installations classées, c'est-à-dire pour les observations concernant les intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. En particulier, les observations relevant strictement du code du travail ne sont pas prises en compte dans le présent rapport.

L'exploitant a également répondu aux interrogations et observations recueillies auprès du public et du commissaire-enquêteur.

Le respect de la réglementation des installations classées permet de répondre à un certain nombre des préoccupations qui se sont manifestées (maîtrise des épandages, prévention du développement des légionelles, ...). L'amélioration de la gestion des effluents issus de l'usine ces dernières années a également permis de réduire certaines nuisances et impacts : création d'un volume de 15 000 m³ pour le stockage des effluents, aération de ces bassins, aménagement d'un réseau d'épandage de dimension adaptée, amélioration du suivi et de la gestion des épandages par l'affectation d'un personnel en nombre suffisant et d'un matériel performant, ... Notre analyse sur les principaux points soulevés par les conseils municipaux et lors de l'enquête publique est la suivante :

Bruit

Considérant que les aménagements aboutissant à la mise en conformité des émissions sonores consistent en une restructuration lourde de l'usine, et que la mise en conformité serait acquise pour l'été 2009 au niveau des habitations des plaignants, il nous semble que la solution proposée par la société KERLYS en réponse à l'arrêté complémentaire du 3 mars 2006 visé plus haut est acceptable : il ne nous semble pas réaliste de conditionner toute autorisation d'extension à une mise en conformité préalable. En effet, la mise en conformité des émissions sonores est étroitement liée à la réalisation de l'extension, qui permettra le déplacement des têtes de ligne dans un bâtiment adapté. En revanche, l'augmentation de production ne devrait à notre sens être accordée qu'à compter de l'année 2009, qui verra la mise en œuvre des travaux de mise en conformité.

Par ailleurs, une vérification de la conformité des émissions sonores devra être réalisée en juillet 2009 puis en juillet 2011. La périodicité des mesures acoustiques sera ensuite de trois ans. En cas de non-conformité constatée ou de non-respect de l'échéancier de mise en conformité détaillé plus haut, l'inspection des installations classées proposerait des mesures administratives adaptées pour aboutir à une mise en conformité.

Concernant la mise en doute de la mise en conformité par l'association PERSSE, nous relevons que les études de simulation incluses dans le dossier de la société KERLYS ont été réalisées par un organisme spécialisé dans le domaine acoustique, et que les éléments permettant de les remettre en cause ne sont pas constitués.

Enfin, il ne nous semble pas opportun d'imposer des mesures particulières du type isolation phonique des pompes des lagunes ou mur anti-bruit supplémentaire dès lors que les modélisations prévoient une conformité des émissions sonores avec les dispositions projetées. Si celles-ci se révélaient insuffisantes, des mesures complémentaires seraient alors exigées. A noter qu'un arrêté préfectoral en date du 21 décembre 2007 met en demeure la société KERLYS de mettre ses émissions sonores en conformité, avec une échéance au 30 avril 2009.

Odeurs

il apparaît que certaines sources de nuisances olfactives n'ont pas à ce jour été toujours traitées de façon satisfaisante pour la commodité du voisinage, en particulier le stockage des déchets de légumes d'hiver, puis leur déstockage et leur épandage au mois d'avril. Au cours de l'instruction du dossier, la société KERLYS a été amenée à proposer à l'inspection des installations classées des solutions de nature à réduire significativement les nuisances subies : couverture du stockage, utilisation de produits masquants en cas de manipulation, minimisation du temps de séjour sur les parcelles avant épandage (enfouissement dans les 4 heures).

Pour le reste, les dispositions déjà en place, rappelées plus haut, les mesures complémentaires envisagées (en particulier achat d'une deuxième rampe d'épandage), alliées au respect des dispositions réglementaires (en particulier respect des distances d'éloignement de 50 ou 100 mètres selon la nature des matières épandues, enfouissement rapide des déchets), nous semblent de nature à minimiser les nuisances olfactives subies.

Les nuisances résiduelles pourront être identifiées grâce au numéro d'appel mis en place par la société KERLYS. Un suivi des plaintes enregistrées devra être communiqué à l'inspection des installations classées. Ce dispositif permettra d'identifier les situations particulières génératrices de nuisances olfactives pour en traiter au mieux la source.

Epandages

L'épandage des effluents et des déchets est une solution de traitement prévue et encadrée par la réglementation des installations classées. Dans la mesure où le périmètre d'épandage permet de recevoir les flux fertilisants dans de bonnes conditions agronomiques et dans le respect des limites réglementaires, il n'y a pas de fondement à s'opposer au principe du traitement par épandage.

En outre, la société KERLYS a effectué une étude de filière qui a mis en évidence des obstacles importants à la mise en place d'une station d'épuration avec rejet direct au milieu, dont l'absence à proximité de cours d'eau susceptibles d'accepter les flux qui seraient rejetés.

Pour ce qui concerne les observations faites sur les conditions dans lesquelles sont pratiqués les épandages, le respect des dispositions réglementaires (distances minimales par rapport aux habitations, période d'interdiction, doses d'apport, enfouissement rapide des déchets déposés en bout de champ) permet de répondre à un certain nombre de préoccupations des riverains du plan d'épandage. Le plan d'épandage prévoit en outre le respect du programme départemental relatif à la prévention des pollutions par les nitrates d'origine agricole. Pour le reste :

- la fertilisation minérale et le cas échéant les matières épandues issues d'autres établissements que KERLYS sont prises en compte par les agriculteurs à travers leurs cahiers de fertilisation. Les apports totaux par parcelle peuvent être contrôlés par la DDA. En outre, la société KERLYS met en place des échanges réguliers avec les agriculteurs prêteurs de terre pour rappeler les principes d'une bonne fertilisation et les apports fertilisants issus des effluents et déchets de la conserverie. Outre le programme prévisionnel bâti en début de chaque année en lien avec les prêteurs de terre, ceux-ci reçoivent mensuellement les informations concernant les parcelles réceptrices d'effluents ou de déchets, ainsi que la dose apportée, pour qu'ils puissent adapter leur propre fertilisation. Dans ces conditions, la sensibilisation des prêteurs de terre au respect des bonnes pratiques de fertilisation nous semble globalement bien assurée. En outre, la surface du périmètre d'épandage doit permettre de respecter des doses d'apport sans excès de fertilisation ;
- plusieurs interventions portent sur la répartition des terres destinées à recevoir des effluents et celles destinées à recevoir des déchets de légumes. En pratique, cette répartition n'est pas figée. Globalement, les déchets sont plutôt destinés aux parcelles plus éloignées, et les effluents aux parcelles desservies par le réseau enterré. Il convient donc que le réseau enterré couvre une surface suffisante pour une bonne répartition des effluents sans excès de fertilisation. La société KERLYS annonce dans son dossier une extension du réseau enterré pour tenir compte de l'augmentation des volumes à épandre. Le tracé n'est pas fourni, car il dépend des conventions de passage qui seront signées avec les propriétaires. En cas de difficulté à couvrir une zone, des moyens alternatifs pourront être mis en œuvre (tuyaux souples...). La cartographie du réseau d'épandage doit être mise à jour par l'exploitant au fur et à mesure de son extension. Ces dispositions nous paraissent satisfaisantes. En tout état de

cause, les bilans agronomiques fournis à l'inspection des installations classées par la société KERLYS permettent de s'assurer que les parcelles n'ont pas subi d'excès de fertilisation organique ;

- la capacité de stockage des effluents pour faire face aux périodes où l'épandage n'est pas possible est de 15 000 m³. Afin de sécuriser ce stockage, le bassin de 4 000 m³ présenté comme une option dans le dossier de la société KERLYS devra être réalisé en accompagnement de l'augmentation de production. La capacité de stockage sera alors de 10 jours en période hivernale, ce qui permet de faire face aux périodes où l'épandage n'est pas possible ;
- la présence de micropolluants dans les produits épandus, en particulier les métaux, est recherchée. Elle respecte les plafonds réglementaires.

Certaines demandes nous paraissent excessives et il ne nous semble pas opportun d'y donner suite :

- communication chaque semaine du programme prévisionnel d'épandage, consultation des propriétaires préalablement aux épandages. Toutefois, en réponse aux préoccupations relatives à l'information sur les épandages pratiqués, on rappelle ici que les personnes intéressées pourront avoir communication des bilans agronomiques, qui sont des documents accessibles au public. Les éventuelles modifications notables ultérieures du périmètre d'épandage feront l'objet d'un arrêté préfectoral accessible au public et affiché en Mairie ;
- réalisation d'analyses biologiques dans les ruisseaux du plan d'épandage et les eaux souterraines : la réglementation ne prévoit pas de suivi spécifique du milieu en cas d'épandage. La situation de la société KERLYS ne constitue pas à notre sens un cas particulier qui justifie une telle surveillance, dont la mise en place et l'interprétation seraient difficile étant donné la répartition spatiale du plan d'épandage, l'aspect ponctuel de l'épandage pour une parcelle donnée et la multiplicité des sources de pollution susceptibles d'avoir un impact sur les eaux de ce périmètre. En outre, pratiqué dans de bonnes conditions, l'épandage ne doit pas être à l'origine de ruissellements, bien qu'un incident ponctuel soit possible, comme pour tout procédé épuratoire.

Eaux souterraines

Considérant la profondeur des forages de la société KERLYS et la relative proximité du littoral, le risque d'intrusion d'eaux salines dans les eaux douces est à prendre en compte, comme le souligne l'association Eau & Rivières de Bretagne.

Toutefois, la distance de pénétration du biseau salé sous le continent généralement admise est de l'ordre de 1 km. L'étendue d'eau saline la plus proche de l'usine est la ria d'Etel, située à plus de 3 km.

Concernant l'impact des prélèvements de la société KERLYS sur les puits et forages du voisinage, nous notons que le constat d'assèchement des puits n'est pas unanimement partagé pour un même secteur géographique, et que l'influence de pompes profondes sur des puits de surface, qui ne captent pas dans le même profil de sous-sol, est difficile à évaluer et à modéliser. Aussi, afin d'évaluer la réalité de cet impact et de s'assurer de son caractère acceptable, il nous semble que la mesure directe par mesures de niveau dans des puits et forages du voisinage est à privilégier.

Au vu de ces éléments, nous proposons d'autoriser l'augmentation des prélèvements en eau de surface sollicitée par la société KERLYS, en prescrivant une évaluation de l'impact induit par mesure directe dans les puits et forages voisins, et une surveillance de la conductivité, corrélée à la salinité.

Meilleures techniques disponibles

Le dossier soumis par la société KERLYS intègre la description des meilleures techniques disponibles dans le secteur agro-alimentaire, et mentionne en comparaison les dispositions en place ou prévues au sein de l'usine. Globalement, le dossier conclut à une bonne application des meilleures techniques disponibles. Toutefois, du fait de l'augmentation de production, qui implique que la conserverie sera désormais visée par l'annexe I de la directive IPPC, cette analyse est à notre sens à compléter. En particulier, la mise en évidence des écarts par rapport aux meilleures techniques disponibles est à systématiser, y compris pour les installations existantes, et pour chaque écart identifié, soit des solutions doivent être présentées pour y remédier, soit l'impossibilité d'y remédier doit être justifiée par des éléments technico-économiques.

Les économies d'eau sont un des enjeux majeurs identifiés dans le BREF, aussi cette analyse des MTD devra-t-elle porter une attention particulière aux consommations d'eau.

Emissions lumineuses

Comme précisé par la société KERLYS, l'intégration des têtes de ligne dans un bâtiment, prévue par le dossier, ainsi que la construction du nouvel entrepôt de stockage des boîtes blanches, diminueront les émissions lumineuses pour les tiers.

La cartographie des niveaux d'éclairement réalisée met en avant une insuffisance de l'éclairage en certains secteurs, vis-à-vis des dispositions du Code du Travail. Toutefois, des améliorations peuvent être recherchées en canalisant mieux les flux lumineux.

Trafic

Certains riverains ont mis en avant l'inadéquation entre l'infrastructure routière et le trafic dû à l'activité de la conserverie. Celui-ci représente environ 8 % de la circulation sur la RD22, avec une part significative de poids-lourds. La RD22 est un axe aménagé en 2x1 voie et l'accès à la conserverie depuis la route départementale a fait l'objet d'un aménagement spécifique. Nous n'avons pas connaissance d'accidents à déplorer.

Les questions soulevées par le commissaire-enquêteur (signalisation et limitation de vitesse au niveau de l'usine) et lors de l'enquête publique (adaptation du carrefour de maison rouge entre la RD22 et la RD16) ont toutefois été transmises aux services compétents de la direction départementale de l'équipement (DDE), qui pourra juger de l'opportunité d'y donner suite.

Régularité du dossier et de la procédure

Les modifications et éléments apportés en cours de procédure par le pétitionnaire en réponse aux observations formulées lors de l'enquête publique ou par les services consultés, ne modifient pas à notre sens de façon notable les éléments du dossier, ni ne font apparaître d'inconvénient nouveau qui n'aurait pas été porté à la connaissance du public.

Par ailleurs, l'étude d'impact relative aux épandages porte bien sur l'ensemble du périmètre. L'analyse biologique des cours d'eau et ZNIEFF n'a pas été réalisée, mais il nous semble que ces analyses vont au-delà des éléments attendus dans une étude d'impact relative à des épandages. L'étude précise que les parcelles ne sont pas situées en zone d'excédent structurel (ZES) ou en zone d'action complémentaire (ZAC), ce qui permet de situer la sensibilité du périmètre par rapport aux problématiques de pollution par les nitrates, principal enjeu lié à la qualité des eaux dans un dossier d'épandage.

L'association Eau & Rivières considère qu'aurait dû figurer dans le dossier un calendrier précis des épandages tenant compte des cultures, de la pluviométrie, des surfaces desservies par le réseau et des interdictions réglementaires. Il ne nous semble pas réaliste ni utile au stade du dossier de demande d'autorisation de disposer d'un calendrier précis d'épandage. L'étude préalable a en effet pour objet de s'assurer globalement de l'adéquation du périmètre avec les flux fertilisants à épandre. La prévision précise des épandages à la parcelle ne saurait être envisagée à plus d'une année d'avance ; c'est l'objet du programme prévisionnel annuel imposé réglementairement. En effet, les variables ne permettent pas de prévoir à plus longue échéance : prévisionnel de rotation des cultures, pluviométrie inconnue à l'avance, ...

Pour ce qui concerne les observations de l'association PERSSE, qui portent sur des problématiques faisant actuellement l'objet de recours de sa part auprès tribunal administratif, en particulier concernant la régularité de l'arrêté préfectoral d'autorisation actuel du 10 janvier 2002, nous considérons que ce n'est pas l'objet de la présente procédure destinée à instruire un nouveau dossier de demande d'autorisation. Le pourcentage d'augmentation de production induit par le projet de la société KERLYS par rapport à l'activité actuelle ne nous semble pas devoir faire l'objet d'une analyse particulière. L'important est d'évaluer l'impact des activités au niveau de production sollicité.

Plantations

L'aspect extérieur du site a été traité dans le cadre du volet paysager du permis de construire qui a été délivré pour le projet. Il est prévu un prolongement côté Sud-Est et Ouest des aménagements paysagers arborés.

Environ 0,4 ha de bois seront défrichés pour édifier le nouveau bâtiment abritant les têtes de ligne. La société KERLYS envisage d'acquérir plusieurs parcelles à boiser afin de compenser ce défrichage.

IV - PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES -

Au vu des éléments développés dans le présent rapport, compte tenu des aménagements et des mesures compensatoires prévus par l'exploitant en vue de minimiser l'impact de ses installations sur l'environnement et les risques d'incendie notamment, et sous réserve des prescriptions techniques reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, nous émettons un avis favorable à la demande présentée par la société KERLYS concernant :

- l'extension de l'usine ;
- l'augmentation de production à 60 000 tonnes nettes réceptionnées par an ;
- l'extension du plan d'épandage ;
- l'augmentation des pompages en eaux souterraines.

Toutefois, considérant que la mise en conformité des émissions sonores n'est prévue qu'à compter de l'année 2009, l'augmentation de production ne serait accordée qu'à partir de l'année 2009.

Les conditions d'aménagement et d'exploitation du projet, telles que définies par les prescriptions du projet d'arrêté d'autorisation joint au présent rapport, permettent de minimiser les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts protégés par l'article L511-1 du Code de l'Environnement, en particulier la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publiques ainsi que la protection de l'environnement.

La conformité des émissions sonores devra être mesurée en juillet 2009, période de pointe d'activité à laquelle la mise en conformité devrait être acquise, en juillet 2011 pour évaluer l'impact des aménagements intervenus ultérieurement sur le site, puis tous les trois ans.

Les épandages devront être menés en conformité avec la réglementation, en particulier : analyse des produits épandus, intérêt agronomique des doses et des périodes d'apport, établissement d'un programme prévisionnel avec les prêteurs de terre tenant compte des autres apports, signature de conventions avec les prêteurs de terre, distances d'éloignement des habitations et des cours d'eau, fourniture d'un bilan agronomique annuel. Une capacité de stockage des effluents suffisante est également imposée.

Un audit des consommations en eau et de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles devra être transmis à l'inspection des installations classées.

L'impact de l'augmentation des pompages en eaux souterraines devra faire l'objet d'une surveillance, concernant le risque d'intrusion d'eaux salines et l'influence sur les puits et forages du voisinage.

Concernant les nuisances olfactives, le projet d'arrêté impose un enfouissement rapide des déchets de légumes odorants, dans les 4 heures suivant leur apport sur la parcelle, mais il s'en tient essentiellement à une obligation de résultat.

Des améliorations devront être recherchées concernant les émissions lumineuses en direction des tiers.

Enfin, compte tenu des nombreuses observations recueillies lors de l'enquête publique, un dispositif particulier de réception et de suivi des plaintes sera mis en place conformément aux propositions de la société KERLYS.

Le projet d'arrêté d'autorisation joint devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Rédacteur

L'inspectrice des installations
classées,

Vérificateur

Le chef de groupe de subdivisions,

Approbateur

L'Adjoint au Chef de Division

Geneviève DAULNY